Bureau du 24 octobre 2005

Décision n° B-2005-3715

objet : **Expertise dans l'évaluation des risques technologiques pour leur prise en compte dans les documents d'urbanisme - Lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction financière et administrative

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 13 octobre 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2005-2606 en date du 18 avril 2005, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

La Communauté urbaine souhaite s'adjoindre les services d'un expert lui assurant un accompagnement sur les questions relatives à l'évaluation des risques technologiques. Cette mission doit permettre aux élus communautaires d'apprécier la pertinence des propositions de mise en œuvre de la loi Bachelot faites par les services de l'Etat.

Les objectifs de la mission d'accompagnement sont :

- l'assistance à l'élaboration des règles d'urbanisme concernant la maîtrise de l'urbanisation dans les secteurs à risques,
- l'information et la formation des élus et des techniciens sur les risques ainsi que la réglementation,
- la veille réglementaire pour l'intégration des nouvelles dispositions prises après le débat national sur les risques majeurs,
- un banc-test à l'échelle nationale et européenne sur la mise en œuvre de la méthode probabiliste dans les différents domaines de risques technologiques,
- l'assistance et le conseil lors des rencontres Etat-collectivités sur les risques technologiques,
- l'élaboration de contre-argumentaire sur les sujets faisant débat.

Les prestations pourraient être attribuées à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles 33, 39, 40 et 57 à 59 du code des marchés publics.

Les prestations feraient l'objet d'un marché à bons de commande, conformément à l'article 71 du code des marchés publics, conclu pour une durée ferme de quatre ans.

Le marché comporterait un engagement de commande de 300 000 € HT minimum et de 675 000 € HT maximum pour toute la durée du marché ;

Vu lesdits dossiers de consultation des entreprises ;

DECIDE**1° - Approuve :**

a) - le lancement de l'opération relative à la mission d'expertise dans l'évaluation des risques technologiques en vue de leur prise en compte dans les documents d'urbanisme,

b) - les dossiers de consultation des entreprises.

2° - Les prestations seront attribuées à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles 33, 39, 40 et 57 à 59 du code des marchés publics.

3° - Les offres seront jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 2004-1898 en date du 10 mai 2004.

4° - Autorise monsieur le président à signer le marché à bons de commande relatif à la mission d'expertise dans l'évaluation des risques technologiques en vue de leur prise en compte dans les documents d'urbanisme et tous les actes contractuels y afférents pour un montant minimum de 300 000,00 € HT et de 675 000,00 € HT, conformément à l'attribution de la commission permanente d'appel d'offres.

5° - Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2006 et suivants - compte 202 100 - fonction 906 - opération 906.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,